



L'humanité menacée : la COP 26 est-elle la dernière chance ?

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 06 juillet 2021

Thème: [Environnement](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«Le pouvoir leur fut donné sur le quart de la terre, pour faire périr les hommes par le glaive, par la famine, par la mortalité et par les bêtes sauvages de la terre.»

Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse, le Nouveau Testament, (livre de Jean)

Le monde va mal et il risque de disparaître du fait de l'incurie des grands de ce monde. On sait que dans le livre de l'Apocalypse, quatre cavaliers annoncent d'une façon prémonitoire des grands malheurs. Nous y sommes. La planète a déjà gagné au moins +1 °C depuis l'ère préindustrielle, entraînant déjà une multiplication des événements météo extrêmes. Après le cavalier de l'Apocalypse qu'est le coronavirus, voilà que l'apocalypse qui nous est annoncée comme celle de la fin de l'humanité telle que nous la connaissons. C'est un fait, le climat change et la responsabilité de l'homme est affirmée. Nous avons perdu du temps du fait que les climato-sceptiques ont nié la part anthropique de ce réchauffement climatique qui fait que nous avons dépassé les 400 ppm de CO₂. Que nous sommes à plus de 5 tonnes de CO₂/hab. La responsabilité anthropique est reconnue. Que faire ? Continuer à ne rien faire et attendre le chaos promis par le Giec si l'on ne fait rien hic et nunc, ici, sans délai ! Nous allons sur une trajectoire de 3°C, voire un dérapage qui va amener les 6°C à la fin du siècle. La prise de conscience a démarré depuis le sommet de la Terre de Rio. Il y eut ensuite le protocole de Kyoto et les atermoiements de grands pollueurs qui portent une responsabilité dans les perturbations climatiques actuelles. Nous eûmes droit à 25 COP toutes aussi généreuses les unes que les autres au niveau des intentions. Notamment la COP 21 présentée comme **LA** solution ! Hélas, la pollution n'a pas été freinée si ce n'est conjoncturellement par le Covid. C'est un mouvement global. À l'époque, la convention-cadre sur les changements climatiques avait estimé qu'il est possible de réduire de 10 à 19 Gt CO₂eq les émissions de GES d'ici 2020. Pour respecter l'objectif promis, il faudrait réduire les émissions de CO₂ de 7,6% par an chaque année entre 2020 et 2030, selon l'ONU.

Retour en force des émissions de CO₂ en 2021

34 milliards de tonnes de CO₂, soit 5 tonnes/hab/an ! Qui dit mieux ? Après une chute historique des émissions mondiales en 2020 de près de 6% – une première depuis la Seconde Guerre mondiale – l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipe déjà un fort rebond des émissions en 2021, en parallèle d'un retour de la croissance prévu par le FMI. «Les restrictions et l'arrêt de l'activité industrielle ont fait baisser la consommation d'électricité carbonée, mais surtout la consommation de pétrole liée au transport.» Sur une moyenne de dix ans, si l'économie mondiale connaît une croissance de 3% par an, nous observons une croissance annuelle des émissions d'environ 2%. L'économie est toujours

énergivore. Malgré un petit gain d'efficacité énergétique, la croissance du PIB et de la démographie mondiale entraîne encore mécaniquement une hausse des émissions.

Et gare aux apparences, la stagnation des émissions en 2015-2016 n'est pas un miracle de la COP 21 et de l'Accord de Paris, signé au même moment. A cette époque, l'Europe, qui connaît une croissance molle, améliore son efficacité énergétique et augmente la part des énergies renouvelables. Les États-Unis développent le gaz de schiste (carboné, mais moins émetteur que le charbon).

«La Chine consomme presque la moitié du charbon mondial, donc quand elle bouge un pied, tout le monde le sent. La Chine investit massivement dans les énergies renouvelables. Mais elle produit pour le monde et sa classe moyenne croît de plus en plus. Sa demande en énergie est gargantuesque, elle a du mal à freiner les centrales à charbon», analyse Carine Sébi. Résultat, les émissions sont reparties à la hausse en 2017-2018. «Quand la croissance mondiale a été tirée par les pays en voie de développement, qui consomment une énergie très carbonée», souligne Pascal Charriau.(1)

La baisse des émissions en 2020 risque donc de rester un événement conjoncturel, qui masque aussi de fortes disparités entre régions. Alors que les économies européennes et américaines sont toujours soumises à des restrictions sanitaires, les émissions de la Chine sont vite reparties à la hausse dès le printemps 2020, en même temps que son économie, pour finir en progression de 0,8% sur l'année, contre une baisse globale de 10% pour les États-Unis. Par effet rebond, elle n'empêchera donc probablement pas de dépasser le pic historique de 2018, sauf à entreprendre de profondes réformes structurelles. «Les annonces de neutralité carbone en 2060 ou 2050 sont un passage obligé, considère Pascal Charriau. Après, il faut décider de ce qu'on fait maintenant, l'année prochaine. Rien ne sera comme avant la crise, mais tout reste à faire.» (1)

L'annonce de l'apocalypse climatique pour les damnés de la Terre

Dans le dernier rapport du Giec qui a fuité, il y a des raisons d'être inquiets. Nous lisons : «La vie sur Terre telle que nous la connaissons sera inéluctablement transformée par le dérèglement climatique dans 30 ans, voire plus tôt, alerte un projet de rapport des experts climat de l'ONU. Pénurie d'eau, exode, malnutrition, extinction d'espèces... Quel que soit le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les impacts dévastateurs du réchauffement sur la nature et l'humanité qui en dépend vont s'accélérer», assure le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), et devenir douloureusement palpables bien avant 2050. La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes, l'humanité ne le peut pas. Le projet de rapport rédigé par des centaines de scientifiques, qui fait autorité en la matière, oscille entre un ton apocalyptique et l'espoir de changer le destin de l'humanité par des mesures immédiates et draconiennes. «Trop tard cependant pour les cruciales réunions internationales sur le climat et la biodiversité prévues fin 2021», notent certains scientifiques.(2) Parmi ses conclusions les plus importantes figure l'abaissement du seuil au-delà duquel le réchauffement peut être considéré comme acceptable.

Désormais, le Giec estime que «dépasser 1,5°C pourrait déjà entraîner progressivement des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles. Et selon l'Organisation météorologique mondiale, la probabilité que ce seuil de 1,5°C sur une année soit dépassé dès 2025 est déjà de 40%. Sans oublier les incertitudes autour des «points de bascule»,

éléments-clefs dont la modification substantielle pourrait entraîner le système climatique vers un changement violent et irrémédiable.(2)

«Pour certains animaux et certaines variétés de plantes, il est peut-être déjà trop tard. Or, l'humanité n'est à ce stade pas armée pour faire face à la dégradation certaine de la situation. Les niveaux actuels d'adaptation seront insuffisants pour répondre aux futurs risques climatiques, prévient le Giec. En 2050, des centaines de millions d'habitants de villes côtières seront menacés par des vagues plus fréquentes. À 1,5°C, dans les villes, 350 millions d'habitants supplémentaires seront exposés aux pénuries d'eau, 400 millions à 2°C. Et avec ce demi-degré supplémentaire, 420 millions de personnes de plus seront menacées par des canicules extrêmes. Pénurie d'eau, exode, malnutrition, extinction d'espèces... La vie sur Terre telle que nous la connaissons sera inéluctablement transformée par le dérèglement climatique quand les enfants nés en 2021 auront 30 ans, voire plus tôt», alerte un projet de rapport des experts climat de l'ONU obtenu par l'AFP(2).(3)

L'Accord de Paris, un coup d'épée dans l'eau : «Le pire est à venir»

Chacun se souvient du long combat contre l'utilisation des énergies fossiles responsables des GES. Cela a commencé avec le sommet de la Terre à Rio. Ce fut ensuite le protocole de Kyoto et la série des COP, dont celle qui a bénéficié d'un tintamarre creux et sonore. Je veux parler de l'Accord de Paris en 2015 qu'à la COP 21 en 2015, le monde s'était engagé à limiter le réchauffement à +2°C par rapport à l'ère préindustrielle, si possible +1,5 °C. Désormais, le Giec estime que «dépasser +1,5 °C pourrait déjà entraîner progressivement des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles».

Selon *l'Organisation météorologique mondiale*, la probabilité que ce seuil de +1,5°C sur une année soit dépassé dès 2025 atteint déjà 40%. «Le pire est à venir, avec des implications sur la vie de nos enfants et nos petits-enfants bien plus que sur la nôtre», martèle le Giec, alors que la prise de conscience sur la crise climatique n'a jamais été aussi étendue cependant sans effet, car les décideurs sont autistes.

Les causes réelles de l'inquiétude

Dans cette catastrophe annoncée, il semble que les pays développés et industrialisés ne sont pas inquiets outre mesure et pour cause. Ils font le contraire de leur annonce de vœux pieux. Lors du sommet pour le climat organisé par Joe Biden les 22 et 23 avril 2021, les engagements des États se sont multipliés pour parvenir à (enfin) réduire les émissions de CO2 mondiales. Plusieurs pays, dont des gros émetteurs de CO2, s'étaient engagés à atteindre la neutralité carbone au moins 55% de réduction des émissions carbone pour l'Union européenne d'ici à 2030 par rapport à 1990, avec un effort exceptionnel de l'Allemagne qui annonce 2045, la fin de la déforestation illégale en 2030 pour le Brésil, 50% pour les États-Unis d'ici à 2030 par rapport à 2005. Même la Chine pense atteindre le seuil de la neutralité en 2060.

Les causes suivantes expliquent pourquoi l'humanité court à la catastrophe, à moins d'un changement total de paradigme :

1) L'accord de la COP 21 est menacé

Pour rappel, malgré toutes ces bonnes dispositions, il faut savoir que le lobby «fossile» ne désarme pas, les pays rentiers de l'Opep aussi : «Une pétition a été initiée auprès du

Parlement européen pour demander la fin de la protection des investissements étrangers dans les énergies fossiles dans toute l'Union européenne. A chaque fois, le mécanisme est le même : un État adopte une loi sur la transition énergétique. Et aussitôt des entreprises de l'énergie – pétrole, gaz, charbon, énergies renouvelables – demandent des compensations financières, arguant de la fermeture de sites et de pertes en chiffres d'affaires. Pour obtenir gain de cause, ces acteurs disposent d'une arme fatale : le Traité de la charte de l'énergie, un texte contraignant signé depuis 1994 par plus de 50 pays, dont tous les pays membres de l'Union européenne, et qui avait à l'origine vocation à sécuriser les investissements étrangers dans les anciens pays soviétique.»(4)

2) Les investissements dans le fossile et l'autisme des pays industrialisés

S'il est vrai que les émissions de CO2 ont baissé en 2020 grâce soit rendue à la pandémie de Covid-19, d'environ 6,8%, selon l'ONU et le *Global Carbon Project*, pour garder un espoir de limiter le réchauffement à +1,5°C et les catastrophes qui en découlent, il faudrait réduire chaque année les émissions de gaz à effet de serre de 7,6%, entre 2020 et 2030, selon l'ONU.

Comment atteindre cela ? Le projet *Energy Policy Tracker*, mené par 14 instituts de recherche, a calculé que les pays du G20 ont promis au moins 234 milliards de dollars d'argent public en faveur des énergies fossiles, contre 151 milliards pour les énergies propres.

Nous sommes plus que jamais loin de cette cible. Pourtant, les énergies renouvelables sont une alternative incontournable aux énergies fossiles, et leur essor reste toujours freiné par des subventions aux sources d'énergie les plus polluantes : charbon, pétrole, gaz... «Les pays du G20 dépensent 300 milliards de dollars dans des aides "inefficaces" aux énergies fossiles», selon le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie Fatih Birol. «Les énergies fossiles bénéficient aujourd'hui de montants importants d'aides gouvernementales, ce qui crée une concurrence déloyale pour les énergies propres, fausse les marchés et conduit à un usage inefficace des énergies. Je crains que si les gouvernements n'adoptent pas de nouvelles mesures importantes, la baisse des émissions que nous connaissons ne soit suivie d'un rebond», a déclaré le directeur de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol, à l'AFP.(5)

Mieux encore, les pays asiatiques annoncent la construction de 600 centrales à charbon !: « Cinq pays asiatiques concentrent 80% des nouvelles centrales au charbon prévues dans le monde. La [Chine](#), l'Inde, l'Indonésie, le Japon et le Vietnam ont au total plus de 600 installations de ce type en projet, selon le centre de réflexion [Carbon Tracker](#), dans un rapport publié mercredi 30 juin La Chine serait championne avec 368 centrales en construction » (6)

Comment voulons-nous dans ces conditions entamer cette trajectoire décroissante pour les gaz à effets de serre ? Comment faire que les deux tiers des énergies fossiles devraient rester dans le sous-sol si l'on veut ne pas dépasser les 1,5°C qui serait la température de basculement à partir de laquelle les événements climatiques seraient incontrôlables. C'est-à-dire aléatoires comme nous commençons à le remarquer !

3) Une agence des Nations unies entrave la lutte contre le réchauffement climatique

Un autre empêcheur de tourner en rond : l'Organisation maritime internationale. Celle-ci a

en principe pour mission de réduire les énormes émissions de gaz à effet de serre du trafic commercial en mer, un secteur plus polluant que le transport aérien. Sous pression de l'industrie, l'agence onusienne a douché tout espoir en adoptant des mesures cosmétiques, à contre-courant de l'urgence climatique. L'enjeu climatique est énorme pour cet organisme des Nations unies. Le transport par navires représente 90% des échanges commerciaux mondiaux. Par ailleurs, le secteur rejette 3% des émissions de CO2 mondiales, soit davantage que le transport aérien. D'ici à 2030, les émissions de cette industrie auront augmenté de 15% si aucune mesure de réglementation n'est imposée par l'OMI.(7)

4) La majorité des grandes entreprises en retard sur le climat

Moins d'une grande entreprise sur quatre dans le monde est en mesure de limiter le réchauffement de la planète de 1,5°C d'ici à 2050, révèle une étude de la société d'investissement britannique Arabesque. Cela veut dire qu'il sera très difficile de tenir les dates de 2030 et la neutralité carbone en 2050 : « Cette enquête a passé en revue de 2015 à 2019 près de 700 grands groupes cotés dans 14 pays dont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la France. L'étude observe toutefois que 15% des entreprises cotées au sein des indices vedettes de ces 14 pays ne publient pas leurs émissions de gaz à effet de serre. La proportion augmente même à 29% pour le Hang Seng chinois. L'objectif de l'accord de Paris signé en 2015 est de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C, si possible de 1,5°C. Si ce dernier objectif semble difficilement accessible, celui de 2°C devrait être respecté par 70% des grandes entreprises d'ici 2030. »(8)

5) Les lobbys pétroliers « financent les verts »

Si de plus, on accorde crédit à cette information, à savoir que même les mouvements verts pour lutter contre le réchauffement climatique sont téléguidés par des mécènes oligarques pour qui la transition énergétique vers la neutralité carbone ne veut pas dire grand-chose, comme nous lisons dans le magazine Valeurs actuelles : « La couleur du mouvement international de lutte contre le réchauffement climatique est aussi verte que les dollars qui le financent. Largement soutenues et promues par la jeune activiste écologiste suédoise de 16 ans, Greta Thunberg, les manifestations qui déferlent dans les grandes métropoles du monde depuis plusieurs mois sont en partie subventionnées par de riches personnalités, dont certaines appartiennent à d'illustres familles américaines. Une manne militante qui soutient des actions illégales et des groupes radicaux parfois violents. »(9)

Qui va en souffrir en priorité ?

Au-delà de 2°C, la fonte des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique de l'Ouest pourrait par exemple entraîner un point de non-retour, face à ces problèmes systémiques, aucun remède miracle unique. Et les êtres vivants — humains ou non — les moins à blâmer pour ces émissions sont, ironiquement, ceux qui en souffriront le plus. Les coûts d'adaptation pour l'Afrique devraient augmenter de dizaines de milliards de dollars par an au-delà de 2°C, prédit le rapport. Encore faut-il trouver cet argent. Ne pas respecter ce seuil pourrait entraîner « progressivement, des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles », alertent les experts.

L'Algérie classée pays au stress hydrique « élevé »

L'une des conséquences les plus dramatiques des changements climatiques est le stress hydrique. Comme nous le lisons sur la contribution suivante : « L'Algérie est classée à la 29e

place des pays en fonction du degré de stress hydrique subi», selon le dernier classement établi par le think tank américain *World Resources Institute*. Selon cette étude publiée en août 2019, la 29e place de l'Algérie classe le pays dans la catégorie rouge des pays au stress hydrique «élevé», avant-dernière catégorie (pourpre) des pays au stress hydrique «extrêmement élevé». L'Algérie, comme tout le Maghreb, connaît des épisodes météo brusques et violents. Le pays est confronté à de nombreux épisodes d'orage et de grêle qui entraînent sur des sols asséchés des inondations. En mai 2021, c'était le réservoir de Koudiat Asserdoune, l'un des plus grands barrages algériens, qui était à sec. Au début du mois de juin, on constatait un taux de remplissage des barrages du pays à moins de 50%. Comme le confirme le climatologue Rachid Bessaoud au quotidien algérien *El Watan* : «La vulnérabilité naturelle et climatique de l'Algérie s'accroît.»(10)(11)

Le magazine en ligne *Orient XXI* rappelait que la consommation de l'eau est désormais sous «le seuil de pénurie», un indice conçu il y a 25 ans par l'hydrologue suédoise Malin Falkenmark, fixé à 1000 m³/habitant/an. Une situation problématique puisqu'en, dessous de ce seuil, «la vie sociale et le développement économique sont difficiles». «Les gouvernements maghrébins comptent lutter contre cette pénurie d'eau en stockant les eaux de surface, les réservoirs de barrages. (...) Les offres en eau ont beau se multiplier et se perfectionner, l'eau est gaspillée, perdue dans des réseaux de stockage et d'acheminement mal entretenus. Quant au retraitement des eaux usées qui permettrait un cercle vertueux pour la précieuse ressource, les trois pays manquent de stations d'épuration. (...) L'inégalité d'accès à l'eau en milieu rural exacerbe les relations sociales. A terme, ce sont les petits agriculteurs qui pâtiront le plus de la pénurie d'eau croissante.»(12).

Que peut-on attendre de la COP 26 ?

Le constat du Giec est sans appel : «La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes. (...) L'humanité ne le peut pas.» «Nous avons besoin d'une transformation radicale des processus et des comportements à tous les niveaux : individus, communautés, entreprises, institutions et gouvernements, nous devons redéfinir notre mode de vie et de consommation.» Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue et coprésidente du Groupe I du Giec, complète : «Les pays riches n'ont pas besoin du Giec car ils ont déjà les compétences scientifiques nécessaires pour appréhender le changement climatique, mais pour les pays plus fragiles, qui n'ont pas de moyens scientifiques suffisants, ce rapport est une des seules sources d'information sur laquelle s'appuyer pour opérer leur stratégie climatique.»(13)

Conclusion

Pour les pays en développement qui, en plus des problèmes structurels, sont confrontés à des problèmes nouveaux tels que les changements climatiques d'origine anthropique, c'est pour eux l'apocalypse car ils n'ont pas les moyens de la parade. Le grand économiste Nicolas Stern avance qu'il faut investir 5 000 milliards de dollars sur 20 ans. Même avis pour Jeremy Rifkins qui propose d'investir dans la 4e Révolution industrielle dans les pays industrialisés.

Cette COP 26 sur laquelle les pays vulnérables, notamment africains, fondent tant d'espoir ne doit pas confier le destin de l'autre humanité, celle des faibles, à des mécanismes purement financiers et spéculatifs. La COP 26 est la dernière chance pour freiner cette machine du diable qu'est l'addiction aux énergies fossiles. C'est de la responsabilité des

États. Nous le voyons avec les centaines de milliards que l'Europe veut investir pour relancer la machine économique ; nous le voyons avec les 1 800 milliards que les États-Unis vont injecter dans l'économie. Ce n'est certainement pas le Fonds vert timoré qui n'arrive pas à mobiliser une dizaine de milliards de dollars qui répondra aux catastrophes de plus en plus récurrentes et qui touchent en premier lieu les pays vulnérables.

Les pays industrialisés devraient se souvenir que ce sont eux qui sont responsables des 1 450 milliards de tonnes de CO2 depuis le début de la première Révolution industrielle et que dans ce chiffre, l'Afrique intervient pour 60 milliards de tonnes, soit 4%.

En dépit de ses conclusions alarmantes, le rapport offre ainsi une note d'espoir. L'humanité peut encore orienter sa destinée vers un avenir meilleur en prenant aujourd'hui des mesures fortes pour freiner l'emballement de la deuxième moitié du siècle. Nous avons besoin d'une transformation radicale des processus et des comportements à tous les niveaux : individus, communautés, entreprises, institutions et gouvernements.

Nous devons redéfinir notre mode de vie et de consommation et plus que jamais mettre en œuvre le bien commun que constitue notre Terre avec une sobriété qui permet le partage pour une humanité : une Ève qui a vu son essor il y a près de 3 millions d'années dans la Corne de l'Afrique.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Image en vedette : pixnio.com

Notes :

1)

https://www.challenges.fr/green-economie/climat-les-emissions-mondiales-de-co2-sont-deja-reparties-a-la-hausse_761748

2)

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/06/23/dereglement-climatique-l-humanite-a-l-aube-de-reto-mbees-cataclysmiques-alerte-le-giec_6085284_3244.html

3) <https://www.france24.com/fr/20190808-giec-climat-agriculture-rapport-inedit-exploitation-terres-alimentation-climat>

4)https://www.challenges.fr/green-economie/energie-ce-traite-qui-menace-l-accord-de-paris_759545

5)

<https://www.arcinfo.ch/articles/monde/climat-la-baisse-des-emissions-de-co2-enregistree-en-2020-rester-a-t-elle-une-exception-1025148>

6)

https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/climat-600-projets-de-centrales-a-charbon-en-asie-menacent-les-objectifs-climatiques_4684389.html

7) Mickaël Correia Médiapart : Une agence des Nations unies 18 juin 2021

- 8) Tom Brenner :
https://www.challenges.fr/entreprise/la-majorite-des-grandes-entreprises-en-retard-sur-le-climat_761411
- 9)
<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/monde/climat-le-mouvement-de-greta-thunberg-est-finance-par-de-riches-mecenes/>
- 10) Ouramdane Mehenni : <http://www.algerie-eco.com/13> août 2019
- 11)
<https://www.elwatan.com/pages-hebdo/magazine/la-vulnerabilite-naturelle-et-climatique-de-lalgerie-sac-centue-17-06-2021>
- 12)
https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/algerie-maroc-tunisie-les-agences-meteo-alertent-sur-la-penurie-d-eau-un-symptome-du-changement-climatique_155120
- 13)
<https://www.mediapart.fr/journal/international/260621/la-fuite-du-rapport-du-giec-est-contre-productive-pour-le-climat>

Article de référence :

<https://www.lesoirdalgerie.com/contribution/lhumanite-menacee-la-cop-26-est-elle-la-derniere-chance-63803>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca